



Le 7 juillet 2015

BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

LES PATRONS PLEURENT ENCORE, MÊME LA BOUCHE PLEINE !

Le patronat des Dom par la voix du président de la Fédération des entreprises de l'Outremer, fait entendre ses exigences pour les prochaines années au gouvernement français et à l'Europe.

À l'approche de la fin de la Loi de développement économique des Outremer (LODEOM), Jean-Pierre Philibert en tire le bilan et formule les revendications des patrons en vue d'une future LODEOM 2.

Pour ce représentant patronal, la première loi de 2009 n'est pas allée assez loin. Par exemple, il trouve les zones franches trop « riquiqui » et souhaite que celles-ci soient totales et non plus des zones « croupion ».

Les patrons voudraient donc payer encore moins de taxes professionnelles, d'impôts sur les sociétés ou de taxes foncières. Mais comme la gourmandise des patrons n'a pas de limite, ils demandent qu'avant toutes discussions sur les prochaines mesures d'aides, que l'État « sécurise » tous les dispositifs actuellement existants, c'est-à-dire la défiscalisation, le crédit d'impôts, les exonérations de cotisations sociales, le CICE, l'octroi de mer, la TVA NPR (non perçue mais récupérée !), les aides au fret, etc.

Rien que pour la Réunion, tous ces cadeaux offerts sans contrepartie aux capitalistes s'élèvent à au moins un milliard par an.

Le patronat trouve que ce n'est pas suffisant et voudrait encore plus. Il souhaite que la Réunion soit plus attractive...fiscalement ! Il demande aussi des contrats d'apprentissage spécifiques à l'Outremer et tant qu'à faire, une LODEOM adaptée à chaque région d'Outremer.

Mais Jean-Pierre Philibert qui revendique plus d'aides et plus de coudées franches pour exploiter les travailleurs de l'Outremer, reconnaît que malgré toutes ces aides « *la Réunion ne crée pas suffisamment d'emplois* », autrement dit, non seulement les patrons s'en mettent plein les poches avec en prime l'argent public, mais ils suppriment des emplois, précarisent le travail, compriment les salaires avec la complicité des gouvernements qui se succèdent et des élus locaux qui continuent à adopter et à soutenir des lois en leur faveur.

À la CGTR, nous disons : Assez de subventions aux capitalistes et que l'argent public serve à la création d'emplois dans les services publics utiles à la population !

LA CAF : DE MOINS EN MOINS SERVICE PUBLIC

Depuis le 29 juin, certaines agences de la CAF n'accueillent le public plus que sur rendez-vous.

Pour y parvenir la direction de la CAF a dû au préalable réduire le stock de

dossiers traités par les agents. En quoi faisant ? En demandant aux agents de la CAF de faire plus d'heures supplémentaires et en expédiant des dossiers pour être traités à Paris par l'ARC-DOM (Atelier de régulation des charges) !

En plus de l'accueil sur rendez-vous, les allocataires sont de plus en plus poussés à effectuer leurs démarches par internet. Un véritable casse-tête pour les ayants droits, en particulier ceux qui n'en sont pas équipés ou pour les nombreuses personnes illettrées. Qu'à cela ne tienne, la direction de la CAF a mis à disposition des allocataires des postes informatiques dans les agences. Mais sans l'aide des agents, bon nombre d'allocataires n'oseront même pas y toucher.

Pire, la CAF renvoie également les allocataires vers des associations pour remplir leur dossiers avec le risque que ceux-ci soient mal remplis et de manque de confidentialité. C'est « le libre service » façon CAF !

La direction de la CAF veut faire bonne figure en montrant aux salariés et à la population que les dossiers sont à jour et que les gens ne se bousculent pas dans les agences. Forcément, si elle les décourage d'y mettre les pieds !

Nos camarades de la CGTR de la CAF dénoncent le manque de moyens actuels pour traiter les dossiers papier et informatisés, pour gérer les nouvelles mesures gouvernementales sur le congé parental ou la modulation des allocations familiales. Avec le numérique, ils craignent une réduction du personnel à venir, donc moins de possibilité d'emplois pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

En prenant ces orientations, le véritable but de la CAF est de faire des économies en misant sur une baisse progressive des allocataires et des salariés dans les agences.

La seule solution pour mettre un terme à cette politique de restriction à outrance pour les classes populaires ne peut venir que d'une réaction collective des travailleurs de la CAF et des allocataires eux-mêmes.

LA GRÈVE À LA POSTE DE SAINT LOUIS



Les négociations entre les représentants de l'intersyndicale CGTR PTT- FO COM et Sud PTT et la direction de la poste n'ayant pas abouties, les employés de la poste de Saint Louis poursuivaient hier encore leur mouvement de grève entamé depuis le 30 juin pour notamment la transformation de deux CDD en CDI, le comblement des postes, le respect des cycles des agents et de congés, le respect du poste du titulaire, le bilan de 8 mois de réorganisation.

À Saint Louis, comme dans tout le reste de la Poste, le personnel est surtout confronté à la précarisation de l'emploi, au manque d'effectif.

Au lieu d'embaucher les salariés en nombre suffisant, les directions d'agence mettent en place plans de réorganisation sur plans de réorganisation avec le même personnel, voire avec des agents en moins, qui n'améliorent pas les conditions de travail des agents ni même l'accueil et le service rendu aux usagers.

Le maître mot c'est la rentabilité à tous prix sur le dos des salariés.
Les travailleurs de la Poste ont raison de se battre contre cette politique patronale.

CRI DE COLÈRE DES SALARIÉS DE LA SIDR

Les travailleurs de la SIDR ont manifesté ce matin devant le siège de l'entreprise et dans les rues adjacentes pour dire non à l'utilisation abusive des contrats précaires et de la sous-traitance ; pour réclamer le respect des contrats de travail et de leurs avenants et des engagements pris par la direction de la SIDR.

Les agents de la SIDR sous la bannière des syndicats CGTR, FO et CFDT, ont exprimé leur ras-le-bol mais aussi leur inquiétude quant à leur avenir à cause du management « instable et « floue » de la direction générale de la société immobilière.

L'an dernier, les agents avaient déjà fait grève pour dénoncer les faibles salaires des ouvriers et employés au sein de l'entreprise, la gestion calamiteuse du personnel, la dégradation des conditions de travail. La SIDR qui construit des logements sociaux ne fait visiblement pas dans... le « social ».

Les salariés, par leurs actions, comptent bien se faire entendre !

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.

Venez nombreux !